

CONFÉRENCE CANADA-EN-ASIE 2023

# Séances des PDG



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA



CANADA-IN-ASIA  
CONFÉRENCE  
CANADA-EN-ASIE  
Singapore 2023 Singapour



Universities  
Canada.  
Universités  
Canada.

# CONTENU

---

Conférence Canada-en-Asie 2023



---

Séances des PDG



---

Séance des PDG : Environnement



---

Séance des PDG : Investissement



---

Séance des PDG : Technologie



---

Séance des PDG : Commerce

---



## Conférence Canada-en-Asie 2023



La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) et Universités Canada se sont associées en 2023 pour organiser la Conférence Canada-en-Asie (CCEA2023) afin de catalyser une nouvelle phase transformatrice de l'engagement entre le Canada et l'Asie. La CCEA était le tout premier événement de ce type et de cette envergure pour les personnes, les entreprises et les institutions ayant des liens avec le Canada dans toute l'Asie. Tenue du 21 au 23 février 2023, la conférence a rassemblé 532 participants du secteur privé (54 %<sup>1</sup>), du secteur public (13 %) et de la communauté universitaire et de recherche (33 %) du Canada et de l'Asie. Cinquante-cinq pour cent des participants à la CCEA2023 venaient d'Asie (17 économies de l'Asie-Pacifique étaient représentées), et 45 % du Canada. La conférence a comporté 26 séances différentes, ainsi que de multiples sessions organisées en parallèle par des universités canadiennes et des partenaires de la conférence, avec près de 100 intervenants du monde entier.

Pendant deux jours, les participants ont discuté des questions prioritaires pour la prochaine phase de l'engagement du Canada avec l'Asie, une région dynamique et en pleine croissance qui abrite actuellement 55 % de la population mondiale et qui est responsable de 45 % de la consommation mondiale. Les projections de croissance de l'Asie pour la prochaine décennie soulignent l'importance et l'urgence pour les entreprises, les gouvernements et les institutions du Canada de diversifier et de renforcer leur présence dans une région qui est devenue un point de convergence économique et géopolitique mondial.

Alors que le gouvernement du Canada commence à mettre en œuvre sa nouvelle stratégie indo-pacifique, avec des initiatives de financement et des engagements à long terme dans la région d'une ampleur et d'une portée sans précédent, la CCEA2023 est arrivée à Singapour à point

.....  
<sup>1</sup> Il s'agit notamment d'organisations de soutien au secteur privé telles qu'EDC, Investir au Canada et d'autres agences d'attraction des investissements, ainsi que de chambres de commerce canadiennes.

nommé. L'événement a réuni des anciens étudiants d'universités canadiennes installés en Asie et des dirigeants d'entreprises, de gouvernements et d'universités au Canada, à Singapour et dans toute l'Asie, autour de thèmes tels que le renforcement du commerce et de l'investissement, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la transition vers une énergie propre et la lutte contre le changement climatique, la construction de sociétés équitables et inclusives, ainsi que l'enseignement supérieur. La conférence a présenté une variété de styles de participation, y compris des réceptions, des groupes de discussion, des réunions de participation VIP, et des séances pour les PDG, et a facilité un engagement fort, des connexions interpersonnelles, et des liens institutionnels.

Le programme de la CCEA comprenait des séances plénières principales et interdisciplinaires, des tables rondes thématiques de haut niveau, des possibilités de réseautage stratégique et une soirée de gala. Parmi les conférenciers de la CCEA2023 figuraient des ministres fédéraux et provinciaux, des présidents d'université et d'éminents universitaires du Canada et d'Asie, des dirigeants de grandes entreprises et organisations, la lauréate canadienne du prix Nobel Donna Strickland, Ph. D., le conseiller en stratégie mondiale et auteur à succès Parag Khanna, le célèbre architecte international Moshe Safdie, formé au Canada. Les séances d'ouverture ont mis en lumière le formidable travail réalisé dans les établissements d'enseignement supérieur, les industries et les institutions financières du Canada, de Singapour et de la région.

La CCEA2023 a bénéficié de l'aide du gouvernement du Canada, partenaire principal de la conférence. La conférence a reçu le soutien des partenaires majeurs, Sun Life, Investir au Canada, Exportation et développement Canada, et la Banque royale du Canada (RBC) ; nos partenaires de soutien, Gouvernement du Québec et Investissement Québec ; et nos partenaires associés, BMO, Bombardier, CIBC, Gouvernement de la Saskatchewan, Invest Alberta, McMillan LLP, Fasken, Gowling WLG, McCarthy Tétrault ; et notre partenaire aérien officiel, Air Canada.

De plus, la CCEA2023 n'aurait pu se concrétiser sans nos partenaires universitaires Or, l'Université de Waterloo, l'Université McGill, l'Université de Toronto, l'Université York, l'Université de la Colombie-Britannique, l'Université Western et l'Université de l'Alberta, nos partenaires universitaires Argent, 'The Research Universities' Council of British Columbia', l'Université d'Ottawa, l'Université de la Saskatchewan et l'Université de Calgary ; et notre partenaire universitaire Bronze, SFU Alumni.

La conférence a également bénéficié du soutien de partenaires en nature, Mila, C100, Toronto-Centre, le Conseil canadien des affaires, le Conseil d'affaires Canada-ANASE, Chambre de commerce du Canada à Singapour (*CanCham Singapore*) et le Réseau des anciens élèves canadiens de Singapour (*Canadian Alumni Network Singapore*). La FAP Canada et Universités Canada remercient tous les partenaires de la conférence pour leur soutien.



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA



Universities  
Canada.  
Universités  
Canada.

## À propos de la Fondation Asie Pacifique du Canada :

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) est une organisation indépendante à but non lucratif qui se concentre sur les relations du Canada avec l'Asie. Notre mission est d'être le catalyseur de l'engagement du Canada avec l'Asie et le pont entre l'Asie et le Canada.

La FAP Canada se consacre au renforcement des liens entre le Canada et l'Asie par le biais de ses activités de recherche, d'éducation et de rassemblement, telles que la série de Conférences Canada-en-Asie, nos Missions commerciales féminines en Asie et le projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, qui favorise une croissance inclusive durable et la réduction de la pauvreté dans les économies en développement de l'APEC. La FAP Canada collabore également avec des entreprises, des gouvernements et des intervenants du milieu universitaire afin d'offrir aux organisations et aux étudiants canadiens une formation sur les Compétences sur l'Asie

Nos recherches fournissent des informations, des points de vue et des perspectives de haute qualité, pertinents et opportuns sur les relations entre le Canada et l'Asie. Notre travail de recherche est ancré dans notre outil principal, le Suivi de la durabilité Canada-Asie (CASD), qui permet aux parties prenantes canadiennes intéressées par le développement de la région d'avoir une meilleure connaissance de la situation.

Notre travail de recherche comprend également des rapports réguliers, des notes de synthèse, des études de cas, des dépêches, des médias numériques et une infolettre hebdomadaire, Asia Watch, alimenté par CASD et ses quatre domaines d'intérêt : Grande Chine, Asie du Sud-Est, Asie du Nord-Est et Asie du Sud.

[Visitez la FAP Canada](#)

## À propos de Universités Canada :

Universités Canada est le porte-parole des universités canadiennes au pays et à l'étranger. À titre d'organisation mutuelle, Universités Canada offre aux recteurs et rectrices une voix unie pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Elle appuie ses établissements membres dont la mission consiste à transformer des vies, à renforcer les collectivités et à trouver des solutions aux problèmes les plus pressants du monde. L'organisation défend les intérêts des universités canadiennes sur la scène fédérale, offre une tribune permettant aux dirigeants et dirigeantes des universités d'échanger des idées et de relever des défis en matière d'enseignement supérieur, soutient les étudiants et étudiantes par l'entremise de services d'information en ligne sur les études universitaires et de la gestion de bourses d'études pour des entreprises du secteur privé, et favorise la collaboration entre les universités et les gouvernements, le secteur privé, les collectivités et les partenaires étrangers.

[Visitez Universités Canada](#)



Jeff Nankivell, président et chef de la direction de la Fondation Asie Pacifique du Canada (à droite), et Paul Davidson, président d'Universités Canada (à gauche), accueillent les participants et les invités à l'ouverture de la CCEA2023 à Singapour.

Le 22 février 2023, la FAP Canada et Universités Canada ont organisé quatre tables rondes de PDG sur les thèmes de l'environnement, de l'investissement, de la technologie et du commerce. Ces tables rondes ont permis d'explorer les possibilités de collaboration régionale grâce à des discussions informelles et approfondies entre des hauts dirigeants d'entreprises, de gouvernements et d'universités. Ces séances se faisaient uniquement sur invitation et visaient à développer des opportunités de réseautage entre pairs. Les discussions entre les participants aux séances se sont concentrées sur des questions spécifiques au secteur autour des thèmes des tables rondes. Les participants ont partagé ces questions avant la réunion afin d'orienter la conversation. Les questions portaient toutes sur l'identification des mesures pratiques et des acteurs qui seront

essentiels à la consolidation et à l'élargissement de l'engagement entre le Canada et l'Asie dans les domaines de l'environnement, de l'investissement, de la technologie ou du commerce.

Bien que la discussion ait été dynamique, aucune des séances n'a abouti à un accord définitif sur la marche à suivre. Par conséquent, les résumés des séances des PDG ne reprennent que les points de discussion, qui ne constituent en aucun cas un consensus total. Les documents de synthèse ci-dessous présentent les points soulevés au cours de la discussion par des participants individuels ou des groupes de participants. Les points de discussion inclus dans ce rapport, ainsi que les questions posées par les participants avant les séances des PDG, présentent une variété de points de vue sur l'engagement Canada-Asie et ont pour but de stimuler la discussion.

## Questions préalables à la séance :

Les participants ont échangé des questions avant la réunion afin de stimuler la conversation. Les discussions ont été dynamiques et les questions préliminaires ont servi de guide général. Nous présentons ici ces questions afin de fournir un contexte et d'offrir des pistes de réflexion pour les discussions à venir.

### DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX EN ASIE :

- Quelles sont les priorités du Canada en Asie ?
- Quels sont les questions ou les thèmes environnementaux qui se prêtent à une collaboration optimale entre le Canada et l'Asie ?

### DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX AU CANADA :

- Le Canada en fait-il assez pour réduire son empreinte carbone par habitant ?
- Quels choix politiques le Canada peut-il faire pour minimiser son impact sur le bilan de carbone mondial à mesure que nous nous rapprochons d'un monde à zéro émission nette et pour alléger le coût de la transition énergétique pour les partenaires commerciaux des économies émergentes ?

### LE SAVOIR-FAIRE CANADIEN :

- Quelles sont les industries qui offrent le plus de possibilités pour l'engagement environnemental du Canada en Asie ?
- Quelles sont les parties prenantes qui peuvent susciter des changements positifs, et comment peuvent-elles être mobilisées et financées ?
- Où les intervenants et les décideurs peuvent-ils optimiser les retombées pour les deux régions en utilisant les ressources disponibles ?

### TRANSMETTRE LE MESSAGE DU CANADA EN ASIE :

- Quel est le rôle unique des gouvernements au Canada et en Asie ?
- Comment le gouvernement canadien peut-il exploiter le pouvoir des professionnels canadiens établis en Asie et aider les entreprises asiatiques à atteindre leurs objectifs environnementaux ?

- Quelles sont les lacunes en matière de connaissances sur les normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et comment le Canada peut-il aider à combler le fossé entre les investisseurs canadiens et les entreprises asiatiques ?

### SUJETS D'INTÉRÊT SPÉCIALISÉS :

- Comment le Canada peut-il contribuer à réduire les émissions de méthane du secteur énergétique asiatique ?
- Comment le Canada peut-il collaborer avec l'Asie pour maximiser la valeur économique et sociale des matières premières nationales, telles que le nickel, l'aluminium, le lithium et les minéraux des terres rares, afin de créer des débouchés de plus grande valeur et de progresser dans la chaîne de valeur ?
- Quel est le rôle de l'alimentation et/ou de l'agriculture dans la résolution des problèmes environnementaux en Asie, et comment le Canada peut-il s'engager dans ce domaine ?

### DOMAINES DE COLLABORATION POTENTIELLE :

- Quelles mesures pratiques peuvent être prises pour transformer les idées en actions concrètes et élargir l'engagement du Canada et de l'Asie dans le domaine de l'environnement ?
- Que peuvent faire les entreprises et les gouvernements pour favoriser une collaboration environnementale plus étroite entre le Canada et les économies de la région Asie-Pacifique ?

## Séance de discussion :

Le Canada et l'Asie sont confrontés à des risques similaires en matière de changement climatique et de détérioration de l'environnement. Pourtant, malgré des forces et des besoins complémentaires, qui révèlent de multiples opportunités de travailler en étroite collaboration sur les questions environnementales, plusieurs défis empêchent une coopération plus étroite. La table ronde a discuté de ces défis, identifié un nombre restreint de domaines de collaboration potentielle et noté les mesures pratiques que les parties prenantes canadiennes peuvent prendre pour améliorer les conditions en vue d'une collaboration fructueuse avec leurs homologues asiatiques sur les questions environnementales.

### IDENTIFIER LES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX AUXQUELS LE CANADA ET L'ASIE SONT CONFRONTÉS :

Le Canada partage avec plusieurs juridictions asiatiques un ensemble de défis environnementaux communs mais asymétriques. Ces défis sont exacerbés au Canada par les dichotomies croissantes entre les grandes villes et les zones rurales et par l'opinion publique divisée quant à la gravité du changement climatique. En Asie, les principaux défis environnementaux sont la gestion de l'eau, la déforestation et la dégradation des sols, la pollution atmosphérique et le changement climatique. Ces défis sont souvent exacerbés par les faiblesses de la gouvernance, le manque de capacité financière, les contraintes en matière de capital humain et la croissance rapide des villes, entre autres facteurs.

### DÉFIS COMMERCIAUX POUR LES ENTREPRISES CANADIENNES DU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT S'INTÉRESSANT À L'ASIE :

Au Canada, les participants ont identifié l'accès au financement comme un obstacle majeur à l'expansion des entreprises à l'étranger, en particulier pour les nouvelles technologies qui n'ont pas encore démontré leur potentiel. Bien que les entreprises issues de fonds technologiques et de programmes d'accélération trouvent qu'il est plus facile d'obtenir un financement, les participants ont constaté des lacunes dans l'écosystème de financement du Canada. Les participants ont également évoqué les défis liés au manque de ressources pour les entreprises (en particulier pour les petites et moyennes entreprises, ou PME) afin de s'y retrouver dans les questions relatives aux marchés publics et à l'entrée sur le marché. En ce qui concerne l'entrée sur le marché, les participants ont indiqué que les entreprises ont du

mal à s'adapter au climat et à la culture des affaires en Asie en raison de l'environnement hautement concurrentiel et de la présence de conglomérats.

### DOMAINES DE COLLABORATION POTENTIELLE :

Les participants ont souligné que le Canada possède les connaissances et le savoir-faire nécessaires pour aider l'Asie à résoudre ses problèmes environnementaux. La réduction du méthane, par exemple, est un domaine dans lequel le Canada jouit d'une expérience considérable. Les participants ont précisé que la réduction du méthane pourrait permettre de réduire considérablement les émissions en attendant que des progrès soient réalisés en matière de transition énergétique. Les participants ont généralement déclaré que les économies asiatiques sont ouvertes aux affaires et accueillent volontiers les ressources, les technologies et le savoir-faire nécessaires pour contribuer à leur transition énergétique. Cette ouverture aux affaires ne se retrouve pas partout, et les entreprises canadiennes doivent agir rapidement si elles veulent saisir ces opportunités. Les participants ont également fait remarquer que les provinces et les villes canadiennes sont des acteurs importants qui bénéficient d'une expérience et d'une expertise considérables dans la mise en œuvre de politiques de lutte contre le changement climatique, et qu'elles pourraient partager ces connaissances avec leurs homologues asiatiques.

Le savoir-faire canadien en matière de technologies propres permet une collaboration nouvelle ou renforcée dans de multiples secteurs. L'écosystème canadien des technologies propres est un espace très dynamique et en pleine expansion, qui représente 3 % du PIB total du Canada. Le Canada possède des compétences variées dans divers sous-secteurs, avec



des spécialistes répartis dans tout le pays. Dans le domaine des technologies propres, notre savoir-faire comprend l'énergie propre (nucléaire, hydroélectricité et combustible à hydrogène), le captage et le stockage de carbone, les bioproduits et les technologies de l'eau. La collaboration en vue de réduire les émissions de méthane ou de favoriser l'agriculture durable est une solution facile à mettre en œuvre. Le gouvernement augmente également ses dépenses pour favoriser

l'innovation environnementale et développer les compétences canadiennes dans ce domaine, mais les entreprises ont encore des difficultés à se développer et à exporter à l'échelle internationale. La plupart des exportations canadiennes de technologies propres sont destinées aux États-Unis, et de nombreuses entreprises ignorent trop souvent les grands marchés en pleine croissance de l'Asie.

## Passer à l'action :

Les participants ont proposé plusieurs mesures que les gouvernements et les entreprises du Canada peuvent prendre pour améliorer leur compétitivité dans la région.

### 1. RENFORCER LE SOUTIEN DES GOUVERNEMENTS

Les engagements financiers internationaux du gouvernement canadien en matière de climat s'élèvent à 5,3 milliards \$ CA pour 2021-26 et soutiennent diverses initiatives régionales. Les participants ont souligné que le Canada a également engagé des fonds importants pour mettre en œuvre sa Stratégie pour l'Indo-Pacifique. Le Canada doit « joindre le geste à la parole » et aligner ses objectifs environnementaux, ses engagements et ses contributions financières. Les participants ont également indiqué que la collaboration avec les homologues de l'Asie-Pacifique, tels que le Japon et l'Inde, s'est intensifiée ces dernières années grâce à des protocoles d'entente intergouvernementaux et à des engagements financiers. Cependant, ils ont également reconnu qu'il était possible de faire davantage sur ce front. Par exemple, le Canada pourrait soutenir les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) en leur fournissant une assistance technique pour les aider à harmoniser leurs cadres politiques. Le gouvernement canadien devrait également investir dans la promotion des talents et des compétences. Plusieurs participants ont fait remarquer qu'un programme de visa spécialisé ciblant les flux bilatéraux de talents entre le Canada et l'ANASE pourrait également renforcer la collaboration et faciliter l'accès au marché.

### 2. ÉLABORER DES MESSAGES COHÉRENTS ET DÉFINIR LA COLLABORATION ENTRE LE CANADA ET LA CHINE DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

Bien que le gouvernement du Canada ait démontré sa détermination à résoudre les problèmes environnementaux mondiaux, le Canada doit adapter ses messages pour exprimer son ferme engagement à collaborer avec l'Asie dans le domaine de l'environnement. La publication de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique représente un pas en avant dans la démonstration de l'engagement du Canada envers l'Asie. Les participants ont également mentionné que la collaboration environnementale avec la Chine est particulièrement importante et doit se poursuivre. La collaboration environnementale entre le Canada et la Chine est bien établie par le biais d'organisations et d'initiatives multilatérales telles que le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (CCICED). La participation du Canada au CCICED a porté ses fruits puisque le Canada a coorganisé avec succès la conférence des Nations Unies sur la biodiversité qui s'est tenue à Montréal en décembre 2022, alors que la Chine, initialement désignée comme hôte de la réunion, n'a pu le faire en raison de ses politiques de santé publique liées à la directive COVID-19. Plusieurs participants ont fait part de leur préférence pour les collaborations universitaires entre le Canada et la Chine, malgré la controverse persistante sur

la collaboration avec des entités chinoises liées à l'armée. Ces collaborations devraient se poursuivre, ont déclaré certains participants, mais avec prudence. La coopération avec la Chine sur plusieurs questions mondiales, telles que l'environnement, est essentielle ; la Chine est, par exemple, le plus grand pollueur, responsable de 27 % des gaz à effet de serre (GES) et de 50 % de la consommation mondiale d'électricité à base de charbon. Le pays est également une source majeure de pollution par le plastique et les déchets marins et le plus grand producteur d'énergie renouvelable.

### 3. AIDER LES ENTREPRISES CANADIENNES À PÉNÉTRER LE MARCHÉ

Plusieurs participants ont fait remarquer que les entreprises ont souvent peur de ce qu'elles ne

peuvent pas voir et contrôler, ce qui est le cas des marchés asiatiques qui manquent de conformité et de réglementation. Ils ont ajouté que les organismes gouvernementaux axés sur la région peuvent contribuer à démystifier les différents marchés asiatiques auprès des entrepreneurs et innovateurs canadiens et encourager les Canadiens à prendre des risques calculés. L'engagement peut être renforcé non seulement par des initiatives gouvernementales, mais aussi, par exemple, par l'implantation de grandes entreprises en Asie, ouvrant ainsi la voie à des entreprises plus petites. Le succès de la Banque Nationale du Canada au Cambodge en est un excellent exemple. En outre, il convient d'encourager les contributions du secteur privé.

## Questions préalables à la séance :

Les participants ont échangé des questions avant la réunion afin de stimuler la conversation. Les discussions ont été dynamiques et les questions préliminaires ont servi de guide général. Nous présentons ici ces questions afin de fournir un contexte et d'offrir des pistes de réflexion pour les discussions à venir.

### L'AVANTAGE CONCURRENTIEL DU CANADA ET LES LEÇONS À TIRER DES AUTRES PAYS :

- Quel est l'avantage concurrentiel du Canada par rapport à d'autres pays occidentaux pour ce qui est d'attirer les investissements de la région Asie-Pacifique ?
- Quelles leçons le gouvernement canadien peut-il tirer de Singapour en ce qui concerne les investissements à long terme dans les industries stratégiques ?
- Que pouvons-nous faire différemment et rapidement ?
- Comment retrouver notre position de nation commerçante et investisseuse à l'échelle internationale ?
- Comment le Canada peut-il utiliser son avantage concurrentiel dans le domaine de l'agriculture et de la technologie agricole pour promouvoir les investissements entre le Canada et les pays d'Asie du Sud-Est ?

### AMÉLIORER LA COLLABORATION :

- Quelles sont les ressources disponibles lorsque nous essayons de d'éveiller l'intérêt et de sensibiliser les entreprises partenaires et les investisseurs aux possibilités offertes par le Canada ?
- Comment pouvons-nous développer les liens bilatéraux et la compréhension avant que d'autres investissements ne soient réalisés ?
- Quel rôle les élus (c'est-à-dire les maires) des grandes villes canadiennes devraient-ils jouer dans le renforcement et l'élargissement de l'engagement canado-asiatique en matière d'investissement ?
- L'idée que les pays accordent un traitement préférentiel aux investissements et aux

entreprises de leurs amis peut être un sujet controversé. Cependant, lorsqu'une entreprise envisage d'investir et d'attirer des investissements directs étrangers (IDE), quelle est l'importance de ce facteur dans la prise de décision, en particulier dans les secteurs stratégiques ?

### TIRER PARTI DES AVANTAGES CONCURRENTIELS DU CANADA ET ATTIRER LES IDE :

- Comment tirer parti des atouts du Canada et améliorer ses faiblesses en tant que destination d'investissement ?
- Dans quel(s) secteur(s) les investissements asiatiques peuvent-ils accroître la productivité du Canada ou atténuer la pénurie de main-d'œuvre ?
- Étant donné que le gouvernement et les entreprises canadiennes mettent l'accent sur les minéraux critiques, les véhicules électriques (VE) et les industries connexes, le Canada pourrait devenir le principal acteur de ces industries à l'échelle mondiale. Comment pouvons-nous tirer parti de cette situation ? Que devons-nous faire pour attirer davantage d'IDE dans ces secteurs ?
- Quels sont les principaux domaines thématiques de l'agroalimentaire qui attirent les investisseurs étrangers au Canada ?
- Dans quels secteurs des technologies propres, de l'agroalimentaire et de la fabrication de pointe le Canada attire-t-il le plus d'investissements ?

### S'ENGAGER AVEC D'AUTRES PAYS :

- Comment, le cas échéant, la communauté des investisseurs canadiens a-t-elle évolué dans ses relations avec Hong Kong ?
- Le Canada devient-il plus ou moins ouvert aux investissements étrangers ?

- Dans le monde politique actuel, y a-t-il des secteurs, tels que ceux où nous partageons des intérêts communs (c'est-à-dire les technologies propres, les énergies renouvelables, l'agrotechnologie, la décarbonisation), qui seront des domaines évidents pour la collaboration entre le Canada et l'Asie-Pacifique en matière d'investissement ?

## LE RÔLE DES PME DANS LES IDE :

- Comment améliorer, perfectionner et professionnaliser les propriétaires de PME et/ou leurs activités ? Et comment les préparer à investir à l'étranger ?

## Séance de discussion :

L'investissement bilatéral entre le Canada et l'Asie présente des défis et des opportunités pour les entreprises et les responsables politiques, en raison de la volonté d'étendre la présence économique du Canada en Asie et de se diversifier par rapport à la Chine. L'évolution de la géopolitique en Asie accroît l'incertitude pour les entreprises actives dans la région, d'où la nécessité d'agir rapidement et d'élaborer des réponses déterminées assorties d'engagements d'investissement à long terme.

## LE CANADA DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE : CARACTÉRISTIQUES UNIFICATRICES, MENACES ET AVENIR DE LA CHINE :

Les réalités géopolitiques façonneront les activités politiques et commerciales du Canada dans la région Asie-Pacifique. Un participant a rappelé que le Canada et l'Asie du Sud-Est sont situés à proximité de deux puissances économiques et politiques, la Chine et les États-Unis. Les participants ont également souligné que la mondialisation et le libre-échange sont menacés par la redéfinition des modèles, des règles et des infrastructures commerciales en raison de la paralysie des organisations internationales et des préoccupations croissantes en matière de sécurité nationale. Dans ce contexte, l'évolution de la géopolitique et l'incertitude pèsent sur les entreprises sur le terrain, avec des conséquences allant de l'interruption de la chaîne d'approvisionnement aux sanctions et à l'interdiction des échanges de technologies.

Malgré les changements géopolitiques en cours dans la région, plusieurs participants ont reconnu le rôle important que joue la Chine et ont fait observer qu'il n'y a pas d'autre pays comme elle. L'un des participants a indiqué que la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique soutient la diversification par rapport à la Chine. Cette stratégie, renforcée par les modifications apportées à la loi sur l'investissement au Canada, restreint les investissements des entreprises

publiques dans les minéraux critiques, ce qui favorise la diversification des partenaires d'investissement du Canada. Toutefois, il est difficile de se diversifier en s'éloignant de la Chine, en particulier pour les entreprises canadiennes qui cherchent à s'engager dans la région Asie-Pacifique, car la Chine est un élément clé de cette région. Certains participants ont fait remarquer que l'Asie-Pacifique est composée de pays divers qui n'agissent pas en vase clos, car ils sont fortement intégrés sur le plan économique. D'autres observateurs ont souligné qu'une fois que le ton politique sur la Chine aura changé, les entreprises canadiennes y retourneront probablement, car la Chine conservera son importance économique, malgré les tentatives de diversification. Ainsi, la Chine restera importante pour les entreprises intéressées à opérer dans la région, malgré les tentatives de diversification des sociétés qui adoptent la stratégie « Chine + 1 », qui consiste à éviter d'investir uniquement en Chine en s'implantant dans d'autres pays d'Asie.

## POSSIBILITÉS D'ENGAGEMENT DANS LA RÉGION :

Plusieurs participants ont indiqué que le gouvernement canadien et les entreprises canadiennes sont peu présents en Asie du Sud-Est et qu'ils ont le potentiel de croître et de s'étendre au-delà de leurs partenaires régionaux traditionnels (c.-à-d. le Japon et la Chine). Pour ce faire, les responsables politiques et les dirigeants canadiens peuvent tirer parti de leur expérience dans les économies japonaise et chinoise et

la reproduire. Certains participants se sont toutefois interrogés sur les entreprises qui seraient en mesure d'investir dans la région. Il a été relevé que les grands acteurs, tels que les fonds de pension, auront plus de facilité à investir dans la région que les petites et moyennes entreprises. Plusieurs participants ont convenu que les gouvernements canadiens devraient agir rapidement (« à la vitesse des affaires ») pour faire progresser les relations en Asie du Sud-Est. Évoquant les exemples de l'équipement de protection individuelle (EPI), du vaccin COVID-19, du secteur des batteries pour VE et des minéraux critiques,

les participants ont fait remarquer qu'une prise de décision rapide de la part du gouvernement est possible et peut conduire à un développement rapide des relations commerciales. Les participants ont énuméré plusieurs domaines de collaboration future, notamment la mécanique quantique, l'intelligence artificielle (IA), les services, les véhicules électriques, l'hydrogène, l'énergie et d'autres ressources naturelles. Outre ces domaines, les participants ont estimé qu'il serait également important d'explorer les domaines de collaboration autour de la sécurité énergétique, alimentaire et minérale.

## Passer à l'action :

Les participants ont proposé plusieurs mesures que les gouvernements et les entreprises du Canada peuvent prendre pour améliorer leur compétitivité dans la région.

### 1. METTRE À PROFIT LES TALENTS, LA DIASPORA ET LA LOCALISATION

Selon plusieurs participants, le Canada dispose d'une main-d'œuvre instruite et talentueuse, ce qui constitue l'un de ses avantages concurrentiels. Le Canada bénéficie également du multiculturalisme et d'importantes diasporas, tant au Canada qu'à l'étranger. Les diasporas peuvent contribuer à jeter des ponts vers les économies asiatiques, car nombre d'entre elles ont des relations et des réseaux commerciaux, personnels et familiaux dans la région. Un autre avantage concurrentiel cité par plusieurs participants est le rôle du Canada en tant que porte d'entrée sur le marché américain, même si les États-Unis deviennent de plus en plus protectionnistes.

### 2. DÉVELOPPER LA « MARQUE CANADA »

Plusieurs participants ont demandé comment les pays de la région percevaient le Canada et ont envisagé des stratégies pour faire du Canada une destination attrayante pour les investissements. Certains ont rappelé que le Canada n'est pas aussi connu que les États-Unis, mais qu'il possède des talents, un bon système d'éducation, des compétences globales et un système d'immigration favorable. Plusieurs participants ont reconnu que la concurrence entre les juridictions canadiennes constitue un problème majeur, qui peut entraver la stratégie de marque

vu que la concurrence entre les différents niveaux de gouvernement peut nuire à l'image de marque du Canada. D'autres problèmes liés à l'image de marque peuvent résulter de la duplication des processus environnementaux et réglementaires, de la concurrence interprovinciale en matière de financement, des retards accumulés dans le traitement des dossiers d'immigration et du coût élevé de la vie. Les questions autochtones peuvent également compliquer la stratégie de marque.

De nombreux participants ont souligné l'importance de la collaboration entre les juridictions infranationales du Canada pour attirer les investissements en provenance d'Asie. Deux participants, résidant dans des provinces différentes, ont déclaré que les provinces devraient travailler ensemble pour attirer les investissements au Canada en présentant le pays comme une destination unique et en aidant les investisseurs à choisir le lieu d'implantation dans des provinces et des villes spécifiques à des stades ultérieurs. Ce faisant, la concurrence interprovinciale pour l'investissement est réduite entre les provinces au cours des premières étapes des décisions d'investissement. Une fois que l'investisseur a exprimé son intérêt pour le Canada, les provinces doivent apporter des propositions de valeur uniques qui mettent en valeur la diversité du Canada. Pour soutenir ces efforts, Investir au Canada,

une organisation relativement nouvelle, s'emploie activement à promouvoir le Canada auprès des investisseurs du monde entier.

### 3. RAPIDITÉ, PRÉSENCE ET PERSÉVÉRANCE

Un participant a affirmé que la rapidité, la présence et le maintien de cette présence dans la région seront des facteurs déterminants pour la réussite des entreprises canadiennes dans la région Asie-Pacifique. Plusieurs participants ont convenu que la rapidité de l'engagement est importante pour la réussite des entreprises canadiennes dans la région et ont fait remarquer que le Canada devrait étendre plus rapidement la représentation des entreprises et des institutions dans la région. Pour accélérer la rapidité de l'engagement canadien, certains ont recommandé de rationaliser la réglementation nationale au Canada, car l'Asie « attend que ça bouge ». La présence dans la région a également été jugée essentielle par certains participants, étant donné que l'Asie est une région où les relations sont souvent à la base des affaires. Un participant a expliqué que « si nous ne nous

impliquons pas pleinement et ne restons pas dans la région pendant les périodes difficiles, il vaut mieux ne rien faire, car cela nuirait à notre réputation ».

Le commerce et l'investissement allant de pair, les participants ont discuté des meilleures stratégies à adopter par les entreprises pour exporter et investir sur les marchés asiatiques. Certains participants ont mentionné que les gouvernements canadiens devraient soutenir les PME désireuses de s'implanter et de rester dans la région et les aider à se frayer un chemin dans la « patinoire », tout en reconnaissant que de nombreuses organisations canadiennes sont déjà actives dans cette « patinoire », comme Exportation et développement Canada, le Service des délégués commerciaux, les délégations et FinDev Canada. Le Canada doit aider les entreprises à s'orienter et à travailler avec ces acteurs en s'inspirant des agences de promotion du commerce et de l'investissement d'autres pays, tels que le Japon, la France et Singapour. Le Canada devrait également tirer parti des accords commerciaux et des réglementations pour pénétrer dans la région.

### Questions préalables à la séance :

Les participants ont échangé des questions avant la réunion afin de stimuler la conversation. Les discussions ont été dynamiques et les questions préliminaires ont servi de guide général. Nous présentons ici ces questions afin de fournir un contexte et d'offrir des pistes de réflexion pour les discussions à venir.

#### CRÉER DES SYNERGIES ET DES PARTENARIATS POUR L'INNOVATION :

- Les gouvernements, les entreprises et les universités peuvent tous jouer un rôle différent dans le resserrement des liens entre les juridictions du Canada et de l'Asie. Comment coordonner et optimiser ces efforts de manière à ce qu'ils puissent se compléter les uns les autres et créer des synergies ?
- Comment accélérer le pouvoir de l'innovation collaborative lorsque des organisations de tous les secteurs, de toutes les régions géographiques et de toutes les industries collaborent pour développer conjointement des technologies qui présentent des avantages communs pour tous (plutôt que des avantages limités à quelques-uns) ?
- Le secteur privé et les consultants peuvent-ils aider les universités canadiennes dans leurs efforts de recrutement ? Si oui, comment ?

#### COLLABORATION DANS LES SECTEURS TECHNOLOGIQUES :

- Quels sont les principaux débouchés et secteurs technologiques dans lesquels le Canada pourrait

montrer la voie ? Y a-t-il des possibilités qui sont actuellement sous-estimées ?

- Quel leadership éclairé le Canada pourrait-il fournir en collaborant avec les pays asiatiques pour réglementer l'IA et l'utilisation de la technologie de l'IA ?

#### ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE DU CANADA POUR L'INDO-PACIFIQUE :

- Compte tenu de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique du gouvernement fédéral, comment les entreprises et les consultants indépendants peuvent-ils s'informer des nouvelles possibilités qui s'offrent à eux en Asie ? Peuvent-ils s'adresser aux représentants d'Affaires mondiales Canada (AMC) au Canada ou doivent-ils communiquer avec les agents d'AMC dans les ambassades canadiennes à l'étranger ?
- D'après la stratégie pour l'Indo-Pacifique, il semble que les pays de l'ANASE et l'Inde se voient accorder une plus grande priorité que la Chine. Cette situation va-t-elle perdurer ?

## Séance de discussion :

Le Canada et l'Asie disposent d'importantes possibilités de collaboration dans des secteurs technologiques tels que l'intelligence artificielle et les technologies propres. Toutefois, malgré des atouts et des besoins complémentaires, plusieurs défis empêchent une collaboration plus étroite entre le Canada et l'Asie sur les questions technologiques.

### CRÉER UN ÉCOSYSTÈME FAVORABLE À LA TECHNOLOGIE, À L'INNOVATION ET AUX ENTREPRISES EN DÉMARRAGE :

Les participants à la table ronde ont indiqué que les gouvernements, les universités et le secteur privé jouent tous des rôles importants et distincts dans la mise en place d'un environnement propice aux collaborations technologiques. Les participants ont convenu que les gouvernements contribuent à établir un climat de confiance, à fournir des capitaux et à définir des exigences réglementaires, tandis que les universités sont essentielles pour encourager l'innovation, envoyer et recevoir des talents et créer des liens interpersonnels. Selon les participants, la collaboration entre ces acteurs est cruciale pour la réussite dans les secteurs de la technologie et de l'innovation. La FAP Canada a été présenté comme une institution bien placée pour faciliter les liens entre ces différents acteurs. Certains participants ont également évoqué le rôle des agences d'investissement dans l'établissement de liens entre et parmi les accélérateurs, les universités, les gouvernements et les écosystèmes à l'étranger, afin de faire connaître les provinces canadiennes et d'y attirer des investissements.

Plusieurs participants ont fait remarquer par ailleurs qu'il était possible de s'inspirer des économies asiatiques, telles que Singapour et la Corée du Sud, pour apprendre comment les gouvernements et les secteurs privés construisent des écosystèmes qui encouragent l'innovation, soutiennent la création de jeunes entreprises et favorisent leur expansion sur les marchés étrangers. Pour suivre l'évolution technologique, les participants ont proposé que les gouvernements échangent les meilleures pratiques entre eux et avec le secteur privé sur les réglementations efficaces. Comme l'a rappelé un participant, les principales réglementations en matière de protection de la vie privée, d'innovation

et de sécurité relèvent souvent de différents départements et ministères et sont élaborées indépendamment les unes des autres, bien que ces domaines soient interdépendants. Il peut en résulter des réglementations peu claires ou confuses pour les entreprises technologiques et leurs partenaires. Il est donc nécessaire de faciliter le dialogue entre les départements et ministères responsables et de relier les réglementations de ces trois domaines afin de comprendre comment chacun contribue à la priorité générale consistant à favoriser un écosystème propice à la technologie et à l'innovation.

### SOUTIEN GOUVERNEMENTAL À L'EXPANSION DES ENTREPRISES CANADIENNES À L'ÉTRANGER :

Les participants à la table ronde ont fait observer que le soutien global du gouvernement, par le biais de financements et d'autres initiatives, créait un avantage concurrentiel pour les entreprises canadiennes. Certains participants ont parlé des « opportunités cachées » pour les entreprises canadiennes, notamment les services et le financement d'Exportation et développement Canada et du Service des délégués commerciaux, ainsi que les nouvelles opportunités offertes par la Stratégie pour l'Indo-Pacifique. Ils ont souligné que le Service des délégués commerciaux et les missions commerciales sont un formidable moyen pour les entreprises de trouver de nouvelles idées commerciales, d'apprendre à s'adapter à de nouveaux marchés et de nouer des liens avec des partenaires régionaux potentiels. Néanmoins, les participants ont indiqué qu'une grande partie de ce financement n'est pas utilisée en raison même de la méconnaissance de ces ressources. Certains participants se sont également demandé si l'abondance de ressources pour les entreprises canadiennes au niveau national n'entravait pas leur capacité à innover et à s'étendre à de nouveaux marchés tels que Singapour.



## OPPORTUNITÉS DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE :

Plusieurs participants ont fait remarquer que la technologie canadienne dans les secteurs agricole et médical jouit d'une grande confiance dans la région Asie-Pacifique. L'exploitation de cet avantage comparatif aidera les entreprises canadiennes à réussir en Asie. Un participant a également insisté sur le besoin de comprendre les flux sortants et entrants attendus de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique pour le Canada et ses partenaires en Asie. Les flux sortants permettent de comprendre ce que les économies asiatiques attendent du Canada et ce dont elles ont

besoin, tandis que les flux entrants permettent de comprendre ce que le Canada souhaite voir arriver de la région vers son propre pays. Par exemple, les participants ont précisé que les opportunités d'innovation dépendent des besoins des économies de l'Asie-Pacifique ; ces besoins ne se situent pas dans les grandes infrastructures, mais dans les entreprises en démarrage, contrairement à ce que l'on pensait. Plusieurs participants ont également mentionné que les partenariats avec les entreprises locales, telles que les grandes entreprises familiales qui sont des acteurs importants des économies asiatiques, sont un ingrédient clé de la réussite des entreprises canadiennes dans la région Asie-Pacifique.

## Passer à l'action :

Les participants ont proposé plusieurs mesures que les entreprises et les gouvernements canadiens peuvent prendre pour favoriser les collaborations technologiques et devenir plus compétitifs dans la région.

### 1. INVESTIR DANS LA « MARQUE CANADA »

De nombreux participants ont convenu que la « Marque Canada » est forte en termes de technologie et d'innovation. La technologie produite au Canada dans des secteurs tels que l'agriculture, la médecine et les technologies propres est déjà reconnue et respectée en Asie-Pacifique, ce qui crée un avantage concurrentiel pour les entreprises canadiennes qui cherchent à s'implanter ou à développer leurs activités dans la région. Plusieurs participants ont affirmé que les PME canadiennes qui développent des solutions innovantes dans leur pays pourraient trouver une utilisation intéressante pour leurs produits en Asie du Sud-Est, ce qui permettrait d'asseoir encore davantage la marque canadienne dans la région. Les défis consistent à trouver les bons partenaires, la demande locale et les sources locales de capital-risque. Les participants ont également parlé du soutien que les PME canadiennes pourraient obtenir d'organisations telles qu'Exportation et développement Canada dans le cadre de ces efforts. Dans l'ensemble, la plupart des participants ont insisté sur le fait que les entreprises canadiennes devaient « se montrer » dans la région en tirant parti de la confiance existante dans la technologie canadienne et en évaluant la demande et les possibilités d'innovation sur les marchés de l'Asie-Pacifique.

### 2. CHOISIR LES GAGNANTS

La table ronde a mis l'accent sur le besoin de choisir des « gagnants » parmi les entreprises canadiennes qui peuvent se développer et s'étendre. Ces entreprises devraient bénéficier d'un financement ciblé pour leur expansion sur le marché de l'Asie-Pacifique. Certains participants ont suggéré que les fonds publics pourraient être utilisés plus efficacement s'ils étaient concentrés sur les entreprises canadiennes qui ont démontré leur capacité à réussir. Un participant a cité l'exemple du modèle de partenariat de la Corée du Sud, où des capitaux de financement sont accordés aux entreprises coréennes pour qu'elles se développent à l'étranger si elles ont fait la preuve de leur succès au niveau national et de leur volonté de réussir dans un environnement plus difficile. Pour le Canada, les participants ont également mentionné le succès des entreprises canadiennes dans des secteurs tels que l'IA, les technologies propres et les ressources naturelles, qui mettent en valeur les talents canadiens et sont en demande dans la région Asie-Pacifique. Les participants ont indiqué que l'octroi d'un financement ciblé aux « gagnants » dans les secteurs performants pourrait permettre d'établir une présence canadienne solide dans la région Asie-Pacifique.

### 3. FAVORISER L'INNOVATION COLLABORATIVE

Après avoir désigné les « gagnants » parmi les entreprises canadiennes, les participants ont rappelé l'importance de travailler sur la base de la demande pour répondre aux besoins de la région en matière de technologie et d'innovation. Une idée clé proposée par l'un des participants est un modèle d'innovation collaborative. L'innovation collaborative repose sur le principe d'une innovation fondée sur la demande, dans le cadre de laquelle il y a une collaboration avec des partenaires qui ne s'assoient normalement pas à la même table. Elle repose sur le principe que les meilleures solutions sont apportées ensemble plutôt que de manière isolée. Ce modèle exige que les

partenaires co-investissent dans un projet, comme dans le cas d'un financement conjoint des secteurs public et privé. L'un des risques potentiels soulevés par les participants en ce qui concerne l'innovation collaborative est la propriété intellectuelle (PI) et la question de savoir qui détient en fin de compte la PI du produit. De nombreux participants ont précisé que pour que les technologies canadiennes puissent être commercialisées sur de nouveaux marchés, il est nécessaire d'établir des partenariats de confiance qui permettent de partager les droits de propriété intellectuelle. Les participants ont également évoqué le besoin de normaliser les évaluations de la PI qui attribuent une valeur à la PI entre le secteur privé, les universités et le gouvernement.

### Questions préalables à la séance :

Les participants ont échangé des questions avant la réunion afin de stimuler la conversation. Les discussions ont été dynamiques et les questions préliminaires ont servi de guide général. Nous présentons ici ces questions afin de fournir un contexte et d'offrir des pistes de réflexion pour les discussions à venir.

#### ENGAGEMENT ENTRE LE CANADA ET L'ASIE :

- Quelles mesures pratiques, et par qui, sont nécessaires pour renforcer et élargir l'engagement commercial entre le Canada et l'Asie ?
- Dans quelle mesure le Canada, au niveau des entreprises et du gouvernement, a-t-il une compréhension suffisante pour analyser et exploiter les différentes options ?
- Le pivot canadien de la Chine vers l'Asie du Sud-Est est-il réel ? Dans l'affirmative, quelles sont les preuves de ce pivot ?
- Comment pouvons-nous améliorer le profil de l'ANASE au Canada en tant que destination commerciale, étant donné qu'elle a été le plus souvent négligée par rapport aux marchés de l'Asie de l'Est ?
- Y a-t-il des aspects de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique du gouvernement du Canada qui, selon vous, influencent votre stratégie d'engagement (avec la région ou le Canada, selon la partie prenante) ?

#### RENFORCER LES RELATIONS COMMERCIALES :

- Les chiffres des investissements de Singapour, qu'il s'agisse d'investissements directs, d'investissements de portefeuille ou d'autres investissements, en Australie et au Canada sont très différents. En 2021, les premiers s'élèvent à plus de 100 milliards \$ CA, et les seconds à 1,5 milliard \$ CA. Comment combler cette disparité ?
- Que peuvent faire les entreprises et les gouvernements pour atténuer les risques liés au commerce et favoriser le dynamisme des échanges

entre le Canada et les économies de la région Asie-Pacifique ?

- Quels sont les principaux débouchés commerciaux ? Y a-t-il des possibilités qui sont actuellement sous-estimées ?

#### IDENTIFIER LES OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES :

- Quels devraient être les investissements prioritaires dans les infrastructures, qu'il s'agisse de routes, de chemins de fer, de transports aériens, de canalisations, de ports ou de connectivité de part et d'autre du Pacifique ? Comment une entreprise peut-elle être plus efficace dans son soutien ?
- Comment une entreprise peut-elle s'équiper pour se frayer un chemin et tirer parti des règles des accords commerciaux, et comment le gouvernement peut-il promouvoir plus activement une plus grande harmonisation des règles entre les partenaires commerciaux ?
- Si la promotion du commerce est une priorité, comment le Canada envisage-t-il de conclure un accord sur le commerce numérique avec l'Asie-Pacifique ?
- Comment la planification gouvernementale peut-elle être plus stratégique pour avoir un meilleur résultat ? Cette question implique une analyse plus détaillée des nouvelles réalités sur le terrain en Asie et de l'évolution des priorités des habitants de la région.
- Quels sont les besoins commerciaux les plus pressants dans la région où le Canada peut montrer l'exemple ?

## OPPORTUNITÉS ACADÉMIQUES ET COMMERCE :

- Comment le secteur de l'éducation internationale et les entreprises canadiennes peuvent-ils mieux collaborer pour soutenir les stratégies

commerciales de l'Asie-Pacifique et remédier à la pénurie de main-d'œuvre au Canada ?

- Quels sont les obstacles ou les défis à relever pour que le Canada reste une destination de choix pour les études internationales ?

## Séance de discussion :

Aujourd'hui, les gouvernements et les entreprises du Canada continuent d'avoir un programme actif de commerce bilatéral avec l'Asie, c'est pourquoi il est de plus en plus nécessaire d'améliorer les conditions d'un commerce fructueux dans les deux sens. Compte tenu de l'évolution de la géopolitique, les secteurs public et privé du Canada doivent réfléchir à la manière de renforcer et d'améliorer leurs liens avec la région en vue d'une croissance commerciale durable.

## OPPORTUNITÉS EN ASIE POUR LES PME CANADIENNES :

Les PME canadiennes, en particulier celles des secteurs de l'agroalimentaire, de la transition énergétique et de l'automobile, peuvent bénéficier d'opportunités importantes sur le marché de l'Asie-Pacifique. Les participants ont indiqué que les PME canadiennes doivent être mieux informées des outils et ressources existants, de la certification, des partenariats et du soutien gouvernemental pour maximiser les opportunités de croissance du marché en Asie. De nombreux participants ont reconnu que les PME canadiennes ont besoin d'un soutien et d'une infrastructure pratique dans leur pays pour les aider à réussir sur les marchés asiatiques, car leur engagement en Asie commence par la croissance et l'expansion de leur entreprise au Canada. Certains ont précisé que le déploiement de ressources et de financements stratégiques devait permettre de relever les défis en matière d'infrastructures au Canada. Par exemple, un participant a expliqué que les infrastructures de transport canadiennes, telles que les ports, le long du corridor commercial Asie-Pacifique du Canada doivent être en mesure de gérer le flux accru de biens et de services à travers le Pacifique si les PME canadiennes prévoient d'accroître leurs interactions commerciales avec la région Asie-Pacifique. Un autre participant a abordé cette question sous l'angle du partage des

connaissances et a estimé nécessaire de centraliser les informations et les ressources destinées aux PME canadiennes en un seul endroit (par exemple, une base de données) afin de simplifier le processus de pénétration des nouveaux marchés.<sup>2</sup>

Les participants ont reconnu que les entreprises canadiennes doivent accroître leur présence en Asie pour mieux connaître les opportunités commerciales. Pour réussir dans la région, les entreprises canadiennes doivent faire un effort supplémentaire et envisager de s'étendre au-delà des capitales de la région Asie-Pacifique. En outre, compte tenu des environnements commerciaux uniques des économies asiatiques, les chefs d'entreprise doivent éviter de croire que la représentation régionale sur un marché peut être reproduite ou étendue aux juridictions voisines. Un participant a déclaré que les PDG sont très occupés et que des stratégies sont donc nécessaires pour aider les dirigeants de petites entreprises canadiennes à « faire le lien » avec les acteurs clés de la région.

Plusieurs participants ont convenu qu'il était essentiel d'établir des relations et de trouver des partenaires clés en Asie pour connecter les PME canadiennes aux marchés asiatiques. Un participant a mis l'accent sur l'importance de maximiser l'efficacité du commerce numérique, en particulier au moyen de plateformes

.....

<sup>2</sup> La plateforme [CASD](#) de la FAP Canada est l'une des ressources disponibles pour aider les exportateurs et les investisseurs à analyser les conditions politiques, économiques et sociales des nouveaux marchés.

telles que Singapore Trade Data Exchange (SGTraDex), qui « vise à rationaliser les flux d'informations dans un écosystème de chaîne d'approvisionnement mondial fragmenté grâce à une autoroute de données commune », ce qui pourrait devenir un élément important de l'amélioration des flux commerciaux entre le Canada, Singapour et, plus largement, l'ANASE. Le participant a expliqué que, historiquement, l'ANASE avait été « centrée sur la Chine ».

#### OPPORTUNITÉS ACADÉMIQUES :

Plusieurs participants ont évoqué l'énorme opportunité pour les établissements d'enseignement canadiens de s'aligner sur les opportunités d'affaires en Asie. Les établissements postsecondaires canadiens devraient se positionner comme des acteurs clés dans le secteur de l'éducation, car les étudiants se rendent à l'étranger pour participer à divers programmes d'acquisition de compétences postsecondaires et de développement des capacités. Un participant a mentionné que les étudiants canadiens pouvaient se préparer au commerce international en effectuant des stages en Asie. Toutefois, il a précisé que les stages des étudiants doivent être reconnus dans leur pays d'origine, peut-être en accordant une priorité d'embauche aux étudiants qui ont participé à des stages à l'étranger.

Plusieurs participants ont discuté de la manière dont les établissements postsecondaires canadiens peuvent améliorer le recrutement et la rétention des étudiants asiatiques. À court terme, il est urgent de résorber le retard dans l'obtention de visas pour les étudiants qui souhaitent étudier au Canada. À long terme, une politique durable et cohérente pour les étudiants internationaux serait bénéfique. En outre, les participants ont indiqué que les gouvernements canadiens devraient également envisager des politiques et des mesures d'incitation pour retenir les meilleurs talents internationaux des principaux marchés asiatiques, notamment en raison de l'évolution des flux de personnes et de la démographie dans la région (par exemple, la forte croissance de la population en Inde et la baisse du taux de natalité en Chine).

En ce qui concerne le soutien aux PME qui apprennent à l'étranger, un autre participant a déclaré qu'il existe une opportunité non négligeable d'offrir des programmes d'études à l'étranger en Asie pour les MPME et les professionnels canadiens. S'ils sont enseignés par des professionnels ayant une expérience de travail en Asie, ces programmes peuvent aider les entreprises à mieux se développer dans la région grâce à un apprentissage actif sur le terrain.

## Passer à l'action :

Les participants ont proposé plusieurs actions aux gouvernements et aux entreprises du Canada pour améliorer leur compétitivité dans la région.

### 1. MIEUX CIBLER ET ADOPTER UNE APPROCHE STRATÉGIQUE À LONG TERME DU COMMERCE

Les chefs d'entreprise canadiens continuant à réfléchir à la région Asie-Pacifique, plusieurs participants ont recommandé de se concentrer sur quelques thèmes ou secteurs stratégiques tels que le climat, la transition énergétique, les technologies propres ou l'agriculture. Un participant a indiqué qu'il serait important que

le gouvernement canadien montre le chemin aux entreprises en « choisissant une voie », en allouant du temps et des ressources aux secteurs stratégiques du commerce et en fixant des objectifs mesurables sur les marchés prioritaires. Certains participants ont affirmé que les chefs d'entreprise doivent plaider en faveur d'une stratégie commerciale canadienne à long terme dans la région<sup>3</sup>, qui encourage le gouvernement à

.....  
<sup>3</sup> La Porte commerciale de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique peut répondre aux besoins soulignés par les participants.

penser au-delà des cycles électoraux à court terme. En développant une approche à long terme du commerce, le gouvernement canadien sera un acteur compétitif, engagé dans des partenariats commerciaux durables.

## 2. AMÉLIORER LA COMMUNICATION SUR LES BESOINS DES ENTREPRISES

Les participants ont déclaré qu'à l'heure actuelle, les besoins des entreprises sont principalement communiqués entre les parties prenantes du monde des affaires. Un participant a fait remarquer que les chefs d'entreprise « ne savent pas ce qu'ils ne savent pas », ce qui implique que le gouvernement canadien et d'autres acteurs pourraient contribuer à communiquer plus efficacement ce qui est nécessaire aux entreprises pour trouver des partenaires et accéder aux marchés asiatiques. Certains participants ont convenu qu'il serait important d'examiner comment les entreprises canadiennes peuvent faire valoir leurs besoins auprès des gouvernements et d'autres intervenants. Un participant a déclaré que les futurs événements de la CCEA pourraient servir à promouvoir ce type de dialogue et d'échange, parallèlement à d'autres initiatives existantes, telles que le [Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie](#) (ABLAC), afin de communiquer les besoins et les priorités des entreprises à leurs membres et de les porter à la connaissance du gouvernement.

## 3. UN ENGAGEMENT COHÉRENT ET PERTINENT

Certains participants ont souligné que la croissance et les changements rapides en Asie obligent les entreprises et les gouvernements canadiens à s'engager de manière constante dans la région, sous peine de rater des opportunités régionales. En conséquence, certains ont indiqué que si l'on s'absente de la région pendant plus de six mois d'affilée, les informations risquent d'être obsolètes. Un exemple donné au cours de la séance était l'urgence d'agir sur les opportunités en Inde, en particulier parce que le pays accueillera le G20 en septembre 2023. Un participant a affirmé que le Canada avait la possibilité de prendre de l'avance avant qu'il n'y ait une file d'attente pour une collaboration avec l'Inde. Cependant, l'Inde est un marché complexe et compétitif, et le gouvernement et les entreprises canadiennes devront donc investir du temps et de l'énergie dès maintenant. Une autre action proposée par les participants consiste à organiser des missions commerciales canadiennes de manière cohérente, en mettant l'accent sur un secteur spécifique, afin de montrer que le Canada peut être un partenaire commercial sérieux par rapport à d'autres pays occidentaux qui souhaitent également avoir une présence dans la région.

Communiquez avec nous

